



Relevé de décisions

Réunion du comité de pilotage du programme concerté Liban

Mardi 23 avril 2013

14h00 – 16h00

Cités Unies France – 9 rue Christiani – 75018 Paris
Métro Barbès-Rochechouart

Liste des présents

Présents :

- AKIF Imane (CNFPT)
- BUGNON Mélanie (conseil général du territoire de Belfort) ;
- BUSSIERE Aline (Cités Unies France)
- DACLIN Jean-Michel (communauté urbaine de Lyon)
- DE ROSA Valérie (communauté urbaine de Lyon) ;
- DROIT Hubert (Ormesson-sur-Marne) ;
- GEORGES Maxime (Cités Unies France) ;
- HAY Emmanuelle (CNFPT) ;
- RIVIERE Gaëlle (Conseil Régional d'Ile de France) ;
- ROUSSEAU Marie-Christine (CNFPT)
- ROUQUETTE Virginie (Cités Unies France) ;
- SCOTTO Anne-Marie, adjointe au maire (ville d'Eybens)

Excusés :

- BOVIS Virginie (Nice Métropole) ;
- FIORINI BERIOT Anna (région Rhône-Alpes) ;
- MANDEIX-MARTIN Aline, (ville de Marseille) ;
- MEVEL REINGOLD Anne-Marie (DAECT, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes)
- THOME Thérèse Marie (Nogent-sur-Marne).

I/ Présentation brève de la situation au Liban

*Jean-Michel Daclin, Vice Président en charge du Rayonnement International au Grand Lyon,
Président du groupe-pays Liban*

Aujourd'hui, le Liban accueille une population de réfugiés de près d'un million de personnes soit ¼ de la population libanaise. Personne ne gère ce que l'Etat se refuse à appeler les « camps » de réfugiés et ce sont les collectivités territoriales qui se retrouvent en première ligne. Les réfugiés

syriens sont une problématique particulière au Liban. En effet, la diversité de situation entre les Syriens en fait une catégorie complexe, dont les besoins sont difficiles à évaluer.

Le Liban connaît également une situation politique particulière et évolutive. Il y a quelques semaines, le gouvernement de Najib Mikati jusqu'alors soutenu par le Hezbollah et la coalition du 8 mars est tombé, replongeant le pays dans une instabilité à laquelle s'ajoute l'afflux massif de réfugiés syriens.

Un nouveau premier ministre est nommé, Tammam Salam, semble réduire les tensions momentanément. Toutefois, dans le même temps, le Hezbollah annonce un soutien de plus en plus affirmé au régime d'Assad.

II/ Projet d'itinéraire découverte

Virginie Rouquette, Cités Unies France, et Marie-Christine Rousseau, CNFPT.

Lors des assises de la coopération décentralisée franco-libanaise à Beyrouth au mois d'octobre dernier, plusieurs projets se sont dessinés ayant pour thématique générale la question de la formation des techniciens municipaux. Le Ministre de l'Intérieur de l'époque avait alors évoqué le lancement du Programme National d'Appui aux Municipalités Libanaises (PNAML).

Cités Unies France et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ont prolongé ces réflexions sur la formation des agents locaux dans le cadre du programme concerté Liban. Lors de la réunion du groupe-pays Liban du 4 février 2013, les membres du programme concerté avaient retenu l'idée de mettre en place un itinéraire-découverte sur ces enjeux.

L'objectif de cette action est de chercher à identifier les compétences, traduites en termes de métiers, que l'on considère comme indispensables pour le bon fonctionnement d'une collectivité.

- **Précisions sur le contenu**

⇒ *cf. note de présentation de la démarche en pièce jointe*

- Le CNFPT et les collectivités du programme concerté souhaiteraient permettre la **participation de techniciens des collectivités libanaises** afin que la réalisation de l'itinéraire découverte soit en cohérence avec les objectifs de renforcement institutionnel du PNAML.
- Le contexte extrêmement complexe du Liban **ne doit pas pour autant être un obstacle à la mise en œuvre du projet**. Le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France apporte son soutien au projet d'itinéraire découverte.
- Le bureau CGLU/BTVL, rencontré par le CNFPT et Lyon lors du Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée, souhaiterait **associer** à cet itinéraire découverte, **des élus libanais membres de la commission sur la décentralisation du Comité des Maires**, même s'ils ne sont pas membres du programme concerté.
- Afin de préparer l'itinéraire et de le concevoir en phase avec les réalités libanaises, le CNFPT réalisera **une mission préparatoire** en mutualisation avec le projet de création d'un dispositif de formation d'agents territoriaux au Liban, porté par l'Ambassade de France à Beyrouth. Deux agents du CNFPT se rendront au Liban pendant plusieurs jours (entre 5 et 10 jours) afin d'identifier des communes et de visiter les locaux d'une collectivité, pour voir comment et avec qui elle travaille. Priorité sera donnée aux collectivités partenaires des collectivités du Programme Concerté.

- Il s'agira également de travailler avec les agents des Bureaux de Développement Local, qui sont coordonnés par le Bureau CGLU/BTVL et qui - dans certaines collectivités - sont intégrés à l'organigramme.

Les collectivités françaises seront bien entendues associées à ce projet. D'une part, elles pourront solliciter des experts de leurs services techniques lors de l'itinéraire découverte. D'autre part, elles participeront à la fin de la semaine à un temps de bilan et d'échange sur les perspectives. Une soirée pourrait être organisée à cette occasion la veille de la fin de l'itinéraire.

- **Echanges sur le budget prévisionnel.**

Des ajustements sur une ébauche de budget prévisionnel de cette action sont apportés par le comité de pilotage. Le montant prévisionnel de cet itinéraire découverte varie désormais entre 61 000 euros et 70 000 euros.

III/ Retour sur la mission CGLU réfugiés syriens – pays limitrophes de la Syrie

Après deux ans de conflits, la tragédie syrienne perdure. La stabilité de toute la région est menacée. L'arrivée massive de réfugiés dans les pays frontaliers les fragilise. On compte notamment plus de 350 000 réfugiés syriens en Turquie, presque 385 000 en Jordanie et près de 1 million au Liban. Ces réfugiés, notamment au Liban, ne sont pas toujours accueillis dans des camps. Ce sont principalement les collectivités locales situées aux frontières syriennes qui font face à cet afflux. Ces collectivités sont aujourd'hui confrontées à de nombreux problèmes sanitaires, sécuritaires, sans parler de la question de la scolarisation des enfants.

Face à cette situation dramatique, Kadir Topbas, Maire d'Istanbul et Président de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) a lancé un appel à la solidarité entre collectivités territoriales. CGLU a mandaté Cités Unies France pour organiser le soutien auprès des collectivités de la région concernées.

C'est dans ce cadre que Cités Unies France et des collectivités territoriales françaises ont mené, du 18 au 26 mars, une mission à la fois de soutien et d'identification des besoins auprès des collectivités accueillant des réfugiés syriens, en Turquie, au Liban et en Jordanie. Cette mission a bénéficié d'une mobilisation internationale : des représentants des collectivités locales canadiennes, néerlandaises et turques se sont joints à la délégation française. Elle a permis d'afficher la présence et le soutien de la France au travers de ses collectivités dans cette zone de conflit.

⇒ *Cf compte-rendu de la mission de CGLU dans les collectivités limitrophes de la Syrie et accueillant les réfugiés syriens*

Indépendamment de l'appel lancé par le ministère des Affaires étrangères en faveur des organisations humanitaires, Cités Unies France a décidé, à la suite de cette mission, d'ouvrir un fonds de solidarité en soutien aux collectivités territoriales libanaises, turques et jordaniennes qui se retrouvent en première ligne dans la gestion de la crise.

Au Liban, la question de l'afflux de réfugiés syriens n'est pas prise en charge par l'Etat, ce qui rend cette question tout particulièrement critique. Plusieurs collectivités libanaises ont sollicité un appui pour la mise en place d'actions concrètes pour les aider à gérer l'afflux de réfugiés. L'arrivée de nombreux réfugiés engendre de nombreux surcoûts, notamment dans la gestion des services publics locaux, tels que la gestion des déchets, l'accès à l'eau, ou l'électricité, ce qui crée des tensions entre les libanais et les réfugiés. Il règne également un sentiment d'insécurité.

La question est posée au comité de pilotage de l'opportunité d'affecter le reliquat du budget du programme concerté Liban à ce fonds.

Après quelques échanges, la prise de décision est reportée à la prochaine réunion du comité de pilotage, à la lumière de précisions sur l'affectation de ce fonds et son montant global.

III/ Perspectives et questions diverses

Dans les semaines qui viennent, CUF sollicitera les collectivités du programme concerté Liban pour compléter des fiches de renseignement qui afin d'aider le CNFPT à préparer sa mission au Liban. Ces fiches permettront d'identifier les interlocuteurs et de préciser les questions à développer lors de l'itinéraire découverte.

Une nouvelle réunion du comité de pilotage se tiendra au retour de la mission, en juin ou lors du Forum de CUF les 1^{er} et 2 juillet prochains.